Projet de règlement grand-ducal

relatif aux modalités du comptage de l'énergie électrique et du gaz naturel.

Avis du Conseil d'Etat

(6 mai 2014)

Par dépêche du 29 octobre 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Le projet a été élaboré par le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'une fiche financière.

Les avis de la Commission nationale pour la protection des données et de la Chambre de commerce ont été communiqués au Conseil d'Etat par dépêches respectivement du 8 et 9 janvier 2014.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de fixer les modalités du comptage de l'énergie électrique et du gaz naturel. Le règlement en projet trouve ses fondements légaux respectivement dans l'article 29, paragraphe 4 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité et dans l'article 35, paragraphe 4 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel.

D'après l'article 29, paragraphe 4 de la loi précitée du 1^{er} août 2007, « Les modalités du comptage de l'énergie électrique sont fixées par règlement grand-ducal qui précise notamment les modalités et échéances ou cadences de lecture des compteurs, l'utilisation et la communication des données de comptage, le droit d'accès à celles-ci et leur durée de conservation ». L'article 35, paragraphe 4 de la loi précitée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel dispose que « Les modalités du comptage de l'énergie du gaz naturel sont fixées par règlement grand-ducal qui précisera notamment les modalités et échéances ou cadences de lecture des compteurs, le droit d'accès aux compteurs, l'utilisation et la communication des données de comptage, le droit d'accès à celles-ci et leur durée de conservation ».

Examen des articles

Observation préliminaire

Quant à la présentation légistique du dispositif, les articles sont à numéroter en chiffres cardinaux arabes et en caractères gras, suivis d'un point et il est en principe recouru à la forme abrégée pour écrire « **Art. 1^{er}. ...** »,

« **Art. 2.** ... », etc. Les tirets sont à omettre et les intitulés des articles sont à faire suivre d'un point final.

Préambule

A l'endroit des ministres proposant, il convient de tenir compte du nouveau titre attribué au ministre ayant la politique énergétique dans ses attributions, conformément à l'arrêté grand-ducal du 23 décembre 2013 portant constitution des Ministères. En l'occurrence, il y a lieu de remplacer « Sur le rapport de notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur » par « Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie », en écrivant « notre » avec une lettre initiale majuscule.

Le préambule est également à adapter pour tenir compte des avis des chambres professionnelles consultées, qui sont effectivement parvenus au Gouvernement au moment où celui-ci soumettra le projet de règlement à la signature grand-ducale.

Article 1^{er}

L'article sous examen se limite à énoncer le contenu du dispositif spécifié aux articles suivants. Il ne comporte partant aucune plus-value normative et le Conseil d'Etat demande d'en faire abstraction.

La numérotation des articles subséquents devra être adaptée en conséquence.

A titre subsidiaire, le Conseil d'Etat se rallie à la Commission nationale pour la protection des données qui a observé dans son avis que « la notion de « responsable » se révèle insuffisante pour qualifier les gestionnaires de réseaux. En effet, cette notion pourrait être interprétée dans le sens où les gestionnaires de réseaux seraient uniquement tenus pour responsables de mettre en application les modalités pratiques permettant le comptage intelligent de l'énergie électrique et du gaz naturel. » Le Conseil d'Etat relève qu'il est nécessaire de préciser que les gestionnaires de réseaux sont à considérer comme étant responsables de l'activité de déploiement des modalités de comptage et du traitement de données, conformément à l'article 2 (n) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Article 2 (1^{er} selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

Article 3 (2 selon le Conseil d'Etat)

Aux paragraphes 1^{er} et 2, il convient de remplacer « 8h00 » et « 12h00 » par respectivement « 8.00 heures » et « 12.00 heures ». La mention « du jour d'après » est à remplacer par « du lendemain ».

Au paragraphe 3, il est rappelé que le renvoi aux paragraphes se fait sans utilisation de parenthèses. Le renvoi au premier paragraphe d'un article s'opère en écrivant « paragraphe 1^{er} ».

Afin d'éviter tout arbitraire et dans un souci de sécurité juridique, le

Conseil d'Etat demande d'enlever le terme « notamment » dans la phrase introductive à la liste des exemples d'utilisation des valeurs de consommation par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel. Les finalités du traitement des données à caractère personnel doivent en effet être énumérées de manière précise et limitative.

Par ailleurs, les termes « du présent article » sont à supprimer.

L'emploi de tirets est à éviter, la référence aux dispositions qu'ils introduisent étant malaisée, tout spécialement à la suite d'ajouts ou de suppressions de tirets ou de signes à l'occasion de modifications ultérieures. Comme il s'agit en l'occurrence d'une énumération, il y a lieu de remplacer ces tirets par une suite abécédaire en utilisant des lettres minuscules suivies d'une parenthèse fermante.

Article 4 (3 selon le Conseil d'Etat)

L'article sous avis détermine la durée de conservation des données de comptage de l'énergie électrique et du gaz naturel à quinze ans aussi bien pour les gestionnaires de réseaux que pour les fournisseurs d'électricité ou de gaz naturel.

Quant à la durée de conservation de ces données pendant quinze ans, le Conseil d'Etat se rallie, par application de l'article 4, paragraphe 1^{er}, d) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la Commission nationale pour la protection des données qui a précisé dans son avis qu'une conservation des données au « quart-horaire » pour l'électricité et « horaire » pour le gaz naturel pour une durée de quinze ans « permet d'obtenir un profilage extrêmement détaillé des habitudes des individus, de sorte que les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée prévalent sur les intérêts des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs ». La Commission a ajouté que « les risques de dérives liés à l'utilisation des données ainsi collectées sont attentatoires à la vie privée des individus, de sorte qu'il y a lieu de réduire le plus possible la durée de conservation des données ».

Article 4 (nouveau selon le Conseil d'Etat)

Finalement, le Conseil d'Etat relève que l'article relatif aux formules exécutoire et de publication fait défaut. Cet article est à rédiger comme suit :

« **Art. 4.** Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial. »

Ainsi délibéré en séance plénière, le 6 mai 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen